

Questions orales

elle présentée à la Chambre prochainement? Si non, qu'est-ce qui a pu amener le premier ministre de la Nouvelle-Écosse à penser que des fonctionnaires fédéraux retardaient les choses?

L'hon. Tom Hockin (ministre d'État (Petites entreprises et Tourisme)): Monsieur le Président, je vois parfaitement où la députée veut en venir. Elle essaie de nous faire croire que rien n'a été fait pour donner suite aux suggestions faites dans le rapport du CANMET.

Ce qu'elle ne comprend pas, c'est que même pour ouvrir une mine, il faut obtenir un périmètre d'exploitation. En Nouvelle-Écosse, il faut, pour cela, satisfaire à toutes les conditions émises par cette province en ce qui concerne la sécurité et autres. Si on leur accordé un périmètre d'exploitation, c'est qu'ils avaient fait beaucoup d'efforts et satisfait à toutes les conditions.

L'hon. Audrey McLaughlin (Yukon): Monsieur le Président, j'ai une autre question pour le premier ministre.

• (1430)

Ce que je veux savoir, et ce que le ministre d'État chargé des Petites entreprises ne semble pas comprendre, c'est pourquoi on a montré tant d'empressement à traiter ce projet. Pourquoi un tel échéancier? On n'a pas consacré assez de temps à l'examen des points importants qui avaient été soulevés.

En fait, en avril 1991, un ingénieur-conseil de Calgary, qui avait pris part à un certain nombre de projets d'exploitation minière, aurait dit qu'il n'avait jamais vu une mine construite aussi rapidement.

Ce que nous voulons savoir, c'est très simple: Pourquoi était-on si pressé?

[Français]

Alors, ma question pour le premier ministre est la suivante: Peut-il nous indiquer s'il a eu des discussions avec des politiciens fédéraux ou provinciaux, soit par écrit, soit en personne, au sujet de l'échéance de la réalisation de ce projet?

Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre): Monsieur le Président, j'ai déjà mentionné à la Chambre des communes, il y a à peine quelques jours, que j'ai eu des conversations avec celui qui est maintenant le premier ministre de la Nouvelle-Écosse, comme j'en ai eu avec plusieurs premiers ministres des autres provinces en ce qui concerne des projets de développement régional dans leur province.

J'en ai eu avec le premier ministre du Yukon au sujet d'un projet minier impliquant exactement la même compagnie, dans la circonscription électorale de l'honorable

députée néo-démocrate. J'ai agi selon les mêmes critères objectifs en favorisant l'implication du gouvernement fédéral dans le projet dans son comté, que ceux que j'ai utilisés afin de favoriser la création du projet en Nouvelle-Écosse.

* * *

[Traduction]

L'INDUSTRIE SIDÉRURGIQUE

L'hon. Jean Chrétien (chef de l'opposition): Monsieur le Président, je voudrais poser une question au premier ministre.

Hier, nous avons reçu la visite des producteurs d'acier du Canada. Ils nous informaient qu'ils font face à un problème très grave en ce moment. Encore une fois, malgré l'Accord de libre-échange, ils sont sur le point d'être victimes de mesures prises à Washington, et certains clients annulent déjà leurs commandes, ne sachant pas s'ils pourront compter sur les producteurs canadiens.

En dépit de l'Accord de libre-échange, presque tous les mois, un nouveau problème vient envenimer les relations commerciales entre le Canada et les États-Unis. Or, ce sont toujours les États-Unis qui en sont la cause. Quand le premier ministre agira-t-il? La semaine dernière, il se vantait à la Chambre de pouvoir s'entretenir n'importe quand avec George. Le temps est maintenant venu de le faire.

L'hon. William C. Winegard (ministre des Sciences): Monsieur le Président, le chef de l'opposition officielle doit savoir que ce différend est soulevé par l'industrie sidérurgique américaine, qui invoque des lois des États-Unis.

Nous ne savons pas encore de façon définitive si le Canada sera mêlé à ce différend. Il me semble un peu prématuré de brandir le spectre de la peur, alors que nous ignorons la réponse à cette question.

[Français]

L'hon. Jean Chrétien (chef de l'opposition): Monsieur le Président, je pense que les travailleurs canadiens de l'industrie de l'acier, qui voient leurs emplois disparaître à cause de l'inaction de ce gouvernement, n'accepteront pas très bien que le premier ministre ne daigne pas se lever sur une question comme celle-là.

Au moment où, au Québec, on a été affectés par une décision très négative concernant le magnésium et une surtaxe de 35 p. 100, alors qu'aujourd'hui, Sidbec-Dosco va faire face au même problème, est-ce que le premier ministre, pour une fois, va s'occuper des problèmes des travailleurs québécois et canadiens?